

ITA

BÜLTEN BULLETIN

INFO-TÜRK AJANSI
INFO-TÜRK AGENCY
AGENTSCHAP INFO-TÜRK
AGENCE INFO TÜRK
INFO-TÜRK AGENTUR

COLLECTIF TURC D'EDITION ET DE DIFFUSION
SQUARE CH.M.WISER, 13/2 - 1040 BRUXELLES
TEL: (32-2) 230 34 72 - DEPOT LEGAL 2198
COMPTE DE BANQUE: BBL 310-0148714-02

PERIODIQUE MENSUEL
4ème année - avril 1980
Français 42
Abonnement annuel
Benelux 200 FB
Etranger 250 FB

Reproduction de nos articles
autorisée avec la mention
de la référence Info-Türk



LA POLITIQUE ETRANGERE TURQUE FAIT DE LA CORDE RAIDE

ANKARA (ITA) - Lorsque l'administration américaine a demandé à la Turquie de coopérer avec ses alliés afin de restreindre les relations économiques et autres avec le régime iranien de Khomeiny, les politiciens chargés de la politique étrangère de la Turquie se sont sentis sur une corde raide. Il était vraiment fort difficile de faire des efforts pour ne pas contrarier l'Iran et en même temps, d'essayer d'améliorer les relations avec les Etats Unis. Le Ministre des Affaires Etrangères turc a alors déclaré que la demande des Etats Unis devait être examinée à la lumière "des relations particulières" qui existent entre l'Iran et la Turquie.

La Turquie et l'Iran ont déjà entamé une série de réalisations économiques centrées tout particulièrement sur la demande turque en pétrole iranien. L'Iran a décidé d'augmenter ses importations en provenance de la Turquie pour pallier les sanctions économiques américaines. On a appris qu'il y a une sérieuse augmentation du volume des transports par camion entre la Turquie et l'Iran.

En fait, le premier ministre Demirel lui-même a été obligé d'admettre qu'une atmosphère de grande anxiété se développait en Turquie à cause de la querelle américano-iranienne à propos des otages.

Malgré que le gouvernement turc essaye de sembler qu'il reste neutre face aux événements au Moyen Orient, le Pentagone et ses alliés, encouragés de la signature de nouveaux accords militaires entre les USA et la Turquie, ont déjà commencé à parler plus ouvertement de leurs projets concernant la Turquie.

Le Ministre de la Défense israélien Ezer Weizmann a déclaré le 23 mars 1980 à l'hebdomadaire turc Yanki: "La Turquie est la plus grande puissance contre l'expansion soviétique au Moyen Orient." Le premier ministre israélien Begin a déclaré le 30 mars 1980 dans une interview accordée au même hebdomadaire: "Israël et la Turquie servent actuellement de frein efficace à l'expansion soviétique dans cette région."

Le quotidien turc Hürriyet a déjà révélé le 27 décembre 1979 que les USA essayaient d'instaurer une alliance militaire pro-occidentale au Moyen Orient avec la participation de la Turquie, de l'Israël, de l'Egypte et de l'Arabie Saoudite.

Selon le quotidien Cumhuriyet du 17 mars 1980, les Etats Unis ont demandé au gouvernement turc d'accorder un passage aérien au-dessus de la Turquie pour permettre aux américains une intervention éventuelle dans le Golfe Persique. Le même journal ajoute que des diplomates américains se rendent très fréquemment dans les provinces frontalières avec les pays du Moyen Orient.

Le 6 avril 1980, une délégation de cinq membres envoyée par le Sénat américain est venue en Turquie et a rencontré des personnalités politiques importantes. Ils ont déclaré qu'avant de venir en Turquie, ils avaient visité le USS Coral qui patrouille actuellement dans l'Océan Indien et ils ont ajouté: "Nos pilotes sur le bateau sont très impatient d'aller bombarder certains objectifs en Iran."

Un crédit très coûteux pour la Turquie

Suite à la visite des sénateurs, une délégation de 8 personnes appartenant au FMI est arrivée à Ankara le 10 avril 1980 et a étudié les développements économiques depuis le 25 janvier 1980. L'équipe du FMI, renforcée par les experts de la Banque Mondiale a imposé à la Turquie de nouvelles mesures d'austerité: un plafonnement plus strict des crédits accordés par la Banque Centrale au secteur public, une limitation des avances à court terme au Trésor, la restriction de l'utilisation des fonds budgétaires par les institutions publiques et spécialement les entreprises de l'Etat, de nouvelles augmentations de prix pour les produits et les services de certaines entreprises, un ralentissement des augmentations de salaires, et une dévaluation plus fréquente de la lire turque.

Précédemment, le conseiller financier principal du premier ministre, Turgut Özal, avait écrit à M. Mc Namara, président de la Banque Mondiale une lettre lui promettant de donner le contrôle de l'économie turque à cette organisation financière internationale, et ce dès le 8 février 1980. Suite à cette lettre, 66 députés républicains ont demandé une enquête parlementaire en accusant le gouvernement d'abandonner la souveraineté turque dans les mains d'étrangers.

Suite aux concessions turques, les pays industrialisés les plus riches de l'OCDE réunis en séance plénière à Paris le 16 avril 1980 ont accordé une aide de 1 milliard 160 millions de dollars "afin de restaurer l'économie turque chancelante". La participation des divers pays à cette aide se répartit comme suit: USA 295 millions, RFA 295 millions, Italie 115 millions, Japon 100 millions, France 100 millions, CEE 100 millions, Suisse 37,5 millions, GB 33 millions, Pays Bas 22 millions, Autriche 15 millions, Canada 10,5 millions, Belgique 10 millions, Suède, Norvège 10 millions, Danemark 5 millions, Finlande 3,5 millions, Luxembourg 1 millions.

Cependant, l'aide accordée par l'OCDE ne permettra pas d'améliorer l'économie turque à court terme. Car, outre les crédits nouveaux, la dette extérieure de la Turquie a atteint 18 milliards 200 millions de dollars. On ne pourra employer librement que 650 millions de dollars, et cette somme n'est même pas suffisante pour payer les importations de pétrole pendant 3 mois.

"Maintenant, il faut trouver de l'argent pour acheter du pétrole". Tels sont les mots prononcés par M. Özal juste après la décision de l'OCDE. Le même jour, dans la capitale turque, le premier ministre Demirel avait entamé des conversations secrètes avec Adnan Kashoggi, connu pour ses tractations "en sous ./.

main" concernant le pétrole et les armements. Le principal leader de l'opposition Ecevit a accusé Demirel de traiter avec "une personnalité douteuse".

Offensive générale contre la classe ouvrière

Un des objectifs principaux des mesures d'austerité imposées par le FMI était le ralentissement des augmentations de salaires. Et c'est ainsi que le secrétaire général de la Confédération des Syndicats des employeurs, Rafet Ibrahimoglu, soutenu par le FMI a déclaré qu'il faudrait instaurer une politique nationale des salaires. Sous cette double pression, le Ministre du Travail, Cavit Erdemir, a déclaré que la loi concernant les syndicats était presque terminée et que les conventions collectives seraient réorganisées "en fonction des nécessités du pays". Le Ministre Erdemir a également déclaré que "les grèves générales, le boycott et les occupations étaient des actes illégaux et que les lacunes des lois qui permettaient des manifestations illégales des travailleurs seraient comblées".

Même avant l'adoption des nouvelles mesures, le Conseil des Ministres avait fait suspendre des grèves dans le secteur du métal, de l'énergie et de l'alimentation. Selon une enquête publiée dans le quotidien Cumhuriyet, depuis 17 ans, les gouvernements ont interdit ou suspendu 160 grèves en faisant appel à l'article 21 de la loi concernant les conventions collectives, les grèves et les lock-outs. Cet article a été emprunté à l'acte Taft-Hartley, aux USA.

D'autre part, pendant les 4 mois d'existence du gouvernement Demirel, 100.000 travailleurs appartenant à des entreprises étatisées ont été licenciés pour des motifs politiques.

Mais malgré toutes ces mesures anti-démocratiques, les grèves lancées par les syndicats affiliés à la Confédération des Syndicats Progressistes de Turquie (DISK) continuent à prendre des proportions de plus en plus importantes. Les mesures d'austerité économique obligent également les syndicats à prendre des positions plus radicales. Juste après l'accord conclu avec la délégation du FMI, le gouvernement turc a dévalué la lire turque de 5,3% le 13 avril et de 4,9% le 30 avril 1980. Selon la presse turque, de nouveaux réajustements seraient prévus à court terme.

Les chiffres publiés par l'Organisation Nationale des Statistiques montrent que la classe ouvrière est écrasée par l'hyper-inflation qui monte maintenant à un taux annuel de 140%. Ce taux est le plus haut atteint depuis le début de la république turque il y a 57 ans. La raréfaction des biens, que ce soit de l'huile de cuisine ou des lampes électriques, conduit au marché noir et à des prix encore plus élevés que les prix officiels annoncés.

Dans le but de faire connaître la réaction des ouvriers, le DISK a décidé cette année de célébrer le 1er mai dans 6 provinces de Turquie.

Un nouveau moyen de gagner du temps: les élections présidentielles

A cause des événements actuels, les partis politiques représentés au Parlement essaient de gagner du temps en ce qui concerne les élections présidentielles. Le 6ème président de la République de Turquie Fahri Korutürk a terminé son septennat le 6 avril 1980 et le sénateur Ihsan Sabri Caglayangil est devenu président temporaire suivant les dispositions constitutionnelles.

Aucun candidat ne pourrait actuellement obtenir les 318 voix nécessaires sur les 635 de la Grande Assemblée Nationale, composée des 2 chambres du Parlement. Aucun des 2 grands partis n'est à même de faire élire son candidat, que ce soit le Parti de la Justice (gouvernemental) ou le Parti Républicain du Peuple (opposition) qui ont respectivement 264 et 266 voix. Le PRP d'Ecevit a nommé l'ancien commandant des Forces Aériennes Muhsin Batur, qui était l'un des 4 auteurs de l'intervention militaire répressive du 12 mars 1971. C'est pour cette raison que les autres partis politiques accusent Ecevit d'hypocrisie.

Conscient du fait que le Parti de Salut National, d'obédience islamique, est déjà en train de songer à mettre à l'ordre du jour la question gouvernementale dès que le nouveau président sera élu, le Parti de la Justice de Demirel préfère prolonger la campagne présidentielle aussi longtemps que possible.

Le gouvernement responsable de l'escalade de la terreur

Incapable de trouver des solutions à long terme aux problèmes sociaux et économiques du pays, le gouvernement Demirel cherche des crédits à court terme auprès de personnalités douteuses d'une part, et d'autre part, a recours à des mesures répressives afin de détruire l'opposition progressiste.

Les "Loups Gris", tolérés et même soutenus par le Gouvernement ont récemment intensifié leurs attaques sanglantes et le taux mensuel d'assassinat politiques a atteint 300. Parmi les victimes de la terreur du mois précédent, il y a Umit Kaftançaoğlu, écrivain et producteur à la Radio-Télévision turque (Ankara, le 11/4/1980), les procureurs de la République Nurhan Aksu (Turgutlu, le 15/3/1980) et Nihat Gerçek (Niksar, le 9/4/1980), un journaliste de droite, İsmail Gerçeksoz (Istanbul, le 4/4/1980), un capitaine des forces armées (Mardin, le 29/3/1980), l'avocat progressiste Aytekin Olçay (Konya, le 23/3/1980), un lieutenant (Diyarbakır, le 20/3/1980) et un agent du Service National des Renseignements (Istanbul, le 29/3/1980).

ASSASSINATS+++++
POLITIQUES
DU 14/3/1980
AU 15/4/1980

ISTANBUL	64
URFA	43
ANKARA	24
MARDİN	19
ADANA	16
GAZİANTEP	11
SİİRT	10
DIYARBAKIR	9
SAMSUN	9
ESKİŞEHİR	7
AGRI	6
MERSİN	6
KAYSERİ	5
MALATYA	5
MANİSA	5
GİRESUN	4
HATAY	4
KARS	4
KONYA	4
TRABZON	4
İZMİR	3
ORDU	3
TOKAT	3
AMASYA	2
ÇORUM	2
ELAZIG	2
ERZURUM	2
TUNCELİ	2
UŞAK	2
ANTALYA	1
ARTVİN	1
AYDIN	1
BALIKESİR	1
BURSA	1
KAHR.MARAŞ	1
KOCAELİ	1
MUŞ	1
NEVŞEHİR	1
RİZE	1
SİNOP	1

TOTAL	291
5 MOIS	
DE DEMIREL	1164
TOTAL DE	
4 ANNEES	
ET 3 MOIS	3374

Le 4 avril 1980, les "Loups Gris" ont attaqué une manifestation pacifique d'associations progressistes à Eskişehir et ont abattu 7 personnes à coup de fusil.

Prenant tous ces attentats comme prétexte, le gouvernement a prolongé la loi martiale de 2 mois dans 19 provinces et a également imposé ce régime d'urgence à la province frontalière d'Agri en Anatolie de l'Est.

Le 13 avril 1980, les cadets de l'Ecole Militaire ont également été mêlés à la terreur politique. Des centaines d'entre eux déferlèrent sur le Parc de la Jeunesse à Ankara en criant des slogans anti-communistes et en frappant les membres d'un groupe folklorique qui y travaille. Le commandant de la Loi Martiale à Ankara a justifié l'attaque des cadets dans un communiqué.

Nouveaux projets de loi répressifs

Comme ils ne sont pas satisfaits de l'efficacité de la loi martiale, les milieux dirigeants forcent le gouvernement à préparer de nouveaux projets de loi qui ont pour but d'imposer de nouvelles mesures répressives:

- Un projet de loi a déjà été approuvé par la Commission de la Justice du Parlement. Il autorise les cours martiales à fonctionner et à juger des cas même lorsque la loi martiale aura été abolie.

- Un nouveau projet de loi préparé par le gouvernement stipule que les entreprises privées seraient autorisées à recruter des milices privées.

- Le Ministre de l'Intérieur autorise les forces de sécurité à tirer à vue sur toute personne "recherchée".

- Le même Ministre a commencé à délivrer des licences de port d'armes à feu aux dirigeants du Parti d'Action Nationaliste, organisation néo-fasciste des "Loups Gris".

- Finalement, le Conseil de Sécurité Nationale a demandé au gouvernement et au Parlement de recréer les "cours de sécurité de l'Etat" qui avaient été abolies il y a trois ans.

L'unité des forces progressistes est renforcée

Devant l'escalade de la répression, les forces progressistes de Turquie ont intensifié leurs efforts en vue de renforcer leur unité. Le Second Congrès du Comité pour la Paix, qui s'est tenu du 3 au 5 avril 1980 à Istanbul, a été un élément supplémentaire vers le renforcement. Tandis que cette organisation était dominée jusqu'ici par une certaine fraction politique, le nouveau comité exécutif est composé des représentants de tous les partis et groupes progressistes. (DG-ML-30/4)

SUR LE 4 EME CONGRES DE LA FIDEF

FRANCFORT (ITA) - Le 4ème Congrès de la Fédération des Associations de Travailleurs de Turquie en Allemagne fédérale (FIDEF) a eu lieu à Francfort les 4,5 et 6 avril 1980.

Le rapport du comité exécutif souligne que la FIDEF "ouvre ses portes à tous les travailleurs de Turquie, sauf à ceux qui appartiennent à un courant fasciste, maoïste ou aventuriste (gauchiste). Il poursuit ses efforts vers l'unité et la lutte en commun de tous les travailleurs de Turquie en vue de résoudre tous leurs problèmes concrets. Cette organisation est indépendante de tout parti politique et essaiera toujours de garder le caractère d'une organisation démocratique de masse."

Cependant, l'analyse du rapport et les résolutions adoptées par le Congrès montrent qu'on est loin de cette prise de position théorique.

En outre, les incidents qui ont eu lieu lors du déroulement du Congrès prouvent que la FIDEF est loin d'être une organisation ouverte à tous les travailleurs, mais simplement une organisation dominée par un certain groupe politique.

Malgré le fait que tous les socialistes et progressistes de Turquie sont sous le coup d'une menace d'assassinat, de détention, de torture et d'emprisonnement, le rapport de la FIDEF ne mentionne que les cas de certains adhérents du mouvement politique connu en Turquie sous le nom de "Groupe d'Unité et de Solidarité" et parmi les travailleurs de Turquie en Europe sous le nom de "Parti Communiste de Turquie".

Alors que près de 50 publications périodiques ont été interdites et leurs éditeurs arrêtés sous le couvert de la loi martiale, le rapport ne mentionne que le cas du quotidien de ce groupe et manifeste sa solidarité seulement avec les éditeurs arrêtés de ce journal.

Pendant ce temps, la présidente du Parti Ouvrier de Turquie Behice Boran a été entendue devant un tribunal militaire pour ses discours électoraux et de nombreuses organisations internationales ont manifesté leur solidarité avec cette dirigeante socialiste de 70 ans. Dans le rapport de la FIDEF, le cas n'était même pas mentionné.

Dans un autre chapitre, la FIDEF prétend défendre les libertés et les droits fondamentaux du peuple kurde de Turquie. L'opinion publique européenne sait que le Dr. Ismail Beşikçi, un sociologue distingué turc purge une peine de prison de 7 ans et demi pour avoir défendu les droits et les libertés du peuple kurde. Mais dans le rapport de la FIDEF, il n'en est pas fait mention.

En ce qui concerne le mouvement syndical, le rapport ne parle que des grèves des Métallurgistes, dont la direction est assumée par le dit groupe politique. Mais on ne parle pas des grèves lancées par les ouvriers du textile, qui sont aussi affiliés au DISK. En outre, le rapport défend l'attitude divisionniste du dit groupe politique pendant la célébration du 1er mai 1979, en dépit du fait que cette attitude a été condamnée par l'administration du DISK.

Des exagérations font du tort au mouvement démocratique en Turquie

Les exagérations de la FIDEF ont atteint un sommet dans la résolution intitulée "Liberté pour le Parti Communiste de Turquie". Cette résolution prétend que "jusqu'à aujourd'hui, 14.000 membres du Parti Communiste de Turquie ont perdu la vie sous la torture, en prison."

Il est un fait que tous les progressistes de Turquie ont subi des pressions inhumaines et que ces pratiques ont toujours cours. Il est vrai aussi que certains adhérents du dit groupe politique ont aussi été victimes de la répression, mais leur nombre n'excède pas ceux des autres partis politiques ou groupes politiques.

En ce qui concerne les personnes mortes sous la torture ou en prison, il est évident que la torture a été employée comme méthode d'interrogation ou d'intimidation en Turquie et de nombreux cas ont été révélés par la presse. Mais déclarer que 14.000 membres d'un certain groupe politique ont été tués sous la torture ou en prison témoigne d'un manque de sérieux. De plus, le dit groupe déclare être à l'avant-garde des travailleurs de Turquie, négligeant ./.

ainsi l'existence d'autres groupes politiques tels que le Parti Ouvrier de Turquie et le Parti Socialiste Ouvrier de Turquie, qui luttent activement au sein de la classe ouvrière et dans la ligne socialiste scientifique. Toute organisation politique disant être à la tête de la classe ouvrière devrait apporter les preuves de la mort de ses 14.000 membres. Sinon, des exagérations ou falsifications font du tort non seulement à leurs auteurs, mais aussi à toute la lutte démocratique menée par les forces démocratiques de Turquie.

En Turquie, aujourd'hui, tous les groupes et les partis politiques sont soumis à la même répression, et leurs victimes sont plus nombreuses que celles qui appartiennent au groupe politique dont la FIDEF fait la propagande. Par exemple, 7 militants du Parti Ouvrier de Turquie ont été assassinés au cours d'une même nuit en 1978.

Jusqu'à aujourd'hui, 3 révolutionnaires ont été exécutés dans la prison "pour avoir recouru aux méthodes marxistes-léninistes d'organisation et de lutte", mais aucun d'entre eux n'appartenait à ce groupe.

Si c'est une tentative pour créer une image du groupe "martyr" et gagner un prestige injustifié face aux mouvements révolutionnaires d'autres pays, c'est un manque de respect à l'égard de ces mouvements qui ont toujours manifesté leur solidarité avec les forces démocratiques de Turquie, car tôt ou tard, ils connaîtront la vérité.

(F-AZ-DG-ML-6/4)

UN RAPPORT SUR LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME EN TURQUIE

BRUXELLES (ITA) - Les représentants de deux organisations internationales démocratiques se sont rendus en Turquie entre le 31 mars et le 4 avril dernier. Au nom de l'Association Internationale des Juristes Démocrates et de la Fédération Syndicale Mondiale ils ont effectué une mission d'enquête sur la situation générale des droits de l'homme dans ce pays.

M. Pierre Vandernoot et M. Jean-Claude Wartel ont tenu une conférence de presse au Centre International de la Presse le 16 avril 1980 au nom, respectivement, de l'AIJD et de la FSM et ont lancé un véritable cri d'alarme auprès de l'opinion publique internationale: "S'il est certes prématuré de qualifier la Turquie de pays fasciste, il y a lieu cependant d'être conscient du processus quotidiennement en cours dans ce pays, qui peut mener, au delà de la gravité actuelle de la situation, aux extrémités les plus inquiétantes pour la démocratie et pour la paix dans cette région stratégique du monde."

Sur une question, M. Vandernoot a déclaré que la Turquie se trouve à l'heure actuelle dans une période similaire à celle de la veille de la venue de Hitler au pouvoir en Allemagne.

Ils ont résumé leurs observations comme ce qui suit:

"C'est en effet dans une ville -Istanbul- placée en état de siège que nous avons pu nous rendre compte des grave dangers qui menacent la démocratie en Turquie. Nous avons pu vérifier que, déjà actuellement, les libertés, dont peut se targuer la constitution turque, étaient quotidiennement bafouées.

"C'est ainsi, par exemple, que nous avons pu apprendre, par des témoignages indépendants et concordants, que, depuis novembre 1979, 46.000 personnes ont été arrêtées et détenues dans des conditions indignes, que la torture est exercée sur un grand nombre d'entre eux, que l'autorité militaire prend des mesures à l'égard d'associations professionnelles (arrestation de dirigeants, fermetures des sièges, perquisitions des locaux, etc...), que des mesures de révocations et suspensions sont prises dans la fonction publique pour des motifs politiques, que des dirigeants syndicaux et politiques sont arrêtés et inculpés, que divers procès politiques sont en cours, que les avocats exercent leur mission dans des conditions quasi prohibitive, qu'un certain nombre d'entre eux sont même à leur tour arrêtés et inculpés, que des journaux sont interdits, que des journalistes et des écrivains sont poursuivis pour le contenu de leurs écrits, etc..."

./.

En parlant des exemples concrets des persecutions, "il suffit de mentionner," ont-ils dit, "l'inculpation de Mme Behice Boran, Présidente du Parti Ouvrier de Turquie, qui est respectée dans les milieux les plus divers pour son combat courageux, et celles de M. Ridvan Budak, Président du Syndicat du Textile, et de M. Gültekin Gazioglu, Président de l'Association des Enseignants. Il faut relever également le sort réservé aux avocats, qui ne peuvent dans certains cas rencontrer leurs clients détenus que pendant quelques minutes, gardés par des soldats en arme, au travers d'une vitre ou d'un grillage, etc... Le journal Politika, organe du Syndicat des Métallurgistes, a été suspendu par le commandement de la loi martiale d'Istanbul pour une durée indéterminée. Un écrivain est en prison pour avoir traduit 'Que faire?' de Lénine."

"Le terrorisme, dont certaines branches semblent avoir des appuis au sein même de l'appareil d'Etat, constitue une menace supplémentaire pour la démocratie, déjà ébranlée, en Turquie.

"L'ensemble de ces constatations conduit l'AIJD et la FSM à appeler l'opinion publique internationale et les organisations démocratiques à marquer leur solidarité à l'égard du peuple turc." (FSM-AIJD-DG-ML-16/4)

CAMPAIGN INTERNATIONALE POUR BEHICE BORAN

BRUXELLES (ITA) - La Présidente du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) Behice Boran a été jugée à nouveau le 22 avril 1980 devant le Tribunal Militaire de la Loi Martiale de la province d'Ankara pour "avoir fait la propagande pour le communisme dans ses discours électoraux pendant les élections locales du 14 octobre 1979. En vertu de l'article 142 du Code Pénal Turc, le procureur militaire a demandé un emprisonnement allant jusqu'à 39 ans pour le leader socialiste de 70 ans.

Au cours du procès, les avocats de Mme Boran ont demandé au tribunal de transmettre le dossier à la Cour Constitutionnelle dans le but de faire annuler l'article 142 emprunté au Code Pénal mussolinien en 1936.

Messages de protestation

Le cas de Boran a suscité une vive réaction dans l'opinion publique mondiale et plusieurs organisations internationales ont protesté contre cette inculpation, en envoyant des télégrammes au Premier Ministre de Turquie.

Voici certains exemples de ces protestations:

GORDON McLENNAN, Secrétaire Général du Parti Communiste de Gde Bretagne:

"Il me semble étonnant qu'en 1980, une personnalité politique reconnue par l'opinion mondiale soit jugée en Turquie pour une telle accusation. Pour n'importe quel pays démocratique il est impossible de garder une telle pratique. Le fait que Mme Boran soit inculpée en vertu de l'article 142 du Code Pénal Turc doit être durement critiquée, car on sait que cet article avait été emprunté au Code Pénal Mussolinien en 1936. Il est certain que beaucoup de personnes dans votre pays pensent que, dans l'intérêt de la démocratie turque, il serait mieux que l'article 142 soit rayé du Code Pénal Turc."

EZEKIAS PAPAIOANNOU, Secrétaire Général du AKEL (Chypre):

"Le Comité central du AKEL proteste vivement contre l'inculpation de la présidente du Parti Ouvrier de Turquie Behice Boran et vous demande son acquittement immédiat, l'annulement des lois fascistes et la libération de tous les prisonniers politiques."

LE SECRETARIAT DU PARTI COMMUNISTE ITALIEN:

"Très préoccupés par l'information, suivant laquelle Madame Behice Boran, présidente du Parti Ouvrier de Turquie est poursuivie devant un tribunal militaire, nous vous prions d'intervenir pour éviter qu'elle tombe encore une fois en prison pour avoir exercé le droit de diffusion de ses idées."

L'ASSOCIATION BELGE DES JURISTES DEMOCRATES:

"L'ABJD s'étonne que continue en Turquie des pratiques qu'elle croyait révolues et qui constituent une atteinte fondamentale à l'exercice des ./.

libertés publiques et de la liberté d'expression. Les poursuites qui seraient éventuellement intentées par la Juridiction militaire en vertu de l'article 142 du Code Pénal Turc sont d'autant plus scandaleuses, que rien de vraiment sérieux ne semble avoir été fait contre les milices et groupes para-militaires néo-fascistes qui sèment la terreur dans le pays et multiplient les assassinats politiques de manière quasiment impunie depuis plusieurs années. L'ABJD réaffirme son entier soutien à Madame Behice Boran et à toutes les forces démocratiques et pacifiques de Turquie pour que soient respectées, dans ce pays, définitivement, les libertés publiques et les droits des citoyens à la libre expression et organisation."

Mm. A.DELCOURT, Présidente nationale de la Vie Féminine:

"Nous sommes plus de 100.000 femmes belges regroupées dans une association d'éducation permanente, et nous unissons nos efforts pour faire avancer les droits de l'homme à une vie décente. Toutes les femmes du monde qui poursuivent ces buts sont nos socurs, et nous nous sommes émoues d'apprendre que Madame Boran, présidente du Parti Ouvrier de Turquie, est passible d'une peine de prison. Nous nous supplions de tenir compte du fait qu'elle a voué sa vie entière à la défense des droits de l'homme, base et justification de toute démocratie. Nous suivrons avec attention dans la presse l'évolution de sa situation et le sort qui lui sera réservé."

D'autre part, le Drapeau Rouge, organe du Parti Communiste de Belgique, et la Cité, organ du Mouvement Ouvrier Chrétien en Belgique, ont publié des articles sur le cas de Boran.

Tous les membres du comité administratif du TSIP devant le tribunal

La juridiction militaire a pris en main un autre dossier d'inculpation contre tous les membres du comité administratif d'un parti socialiste. Le Président du Parti Socialiste Ouvrier de Turquie (TSIP) Ahmet Kacmaz et ses camarades ont été traduits le 26 mars 1980 devant le tribunal militaire No.1 du Commandement de la Loi Martiale de la province d'Istanbul. Ils sont accusés d'avoir fait la propagande pour le communisme dans leur message envoyé au Comité Central du Parti Communiste d'Union Soviétique à l'occasion du 60ème anniversaire de la Révolution d'Octobre 1917. Après la proclamation de la loi martiale, leur dossier a été transféré au tribunal militaire. (G-Y-ÇB-DG-23/4)

OPERATIONS REPRESSIVES DANS LA REGION KURDE DE LA TURQUIE

ANKARA (ITA) - Une région de l'Est de la Turquie, Mardin, a été le scène d'incidents sanglants au mois d'avril 1980. Au cours d'une opération d'intimidation exercée par les forces militaires dans cette province, un capitaine et deux sergents de l'Armée ont été abattus par le peuple qui résiste à l'assault.

Mardin est l'une des provinces habitée par la population kurde.

A propos de cet évènement sanglant, l'ancien ministre de l'Intérieur Hasan Fohmi Güneş a critiqué les méthodes utilisées par le gouvernement actuel et a dit, "De telles opérations destinées à l'intimidation des masses peuvent avoir des conséquences très dangereuses, en incitant la population de la région à une insurrection générale." Selon M. Güneş, les organisations Kurdes armées se sont multipliées dans la région.

Campagne de solidarité avec le sociologue Beşikçi

Une campagne mondiale pour la libération du célèbre sociologue turc Ismail Beşikçi, qui se trouve en prison pour avoir défendu les libertés et les droits fondamentaux du peuple kurde en Turquie, se poursuit.

Récemment, Mme Mousse Boulanger, Présidente de la Société Suisse des Ecrivains, et M. Jan Gehlin, Président de l'Union Suédoise des Ecrivains, ont envoyé des télégrammes au Président de la République et au Premier Ministre de Turquie et leur ont demandé d'intervenir pour la libération de Dr. Beşikçi. (15/4)

OPPRESSION DES ENSEIGNANTS EN TURQUIE

ANKARA (ITA) - A la suite de l'interdiction de l'Association des Enseignants de Turquie (TÖB-DER) et l'arrestation de ses dirigeants, le Gouvernement Demirel a recouru à d'autres mesures anti-démocratiques à l'égard des enseignants. Selon un nouveau décret, les 3200 enseignants chargés aux pays européens de l'éducation des enfants turcs seraient remplacés par ceux qui sont considérés plus proche idéologiquement et politiquement des partis politiques de droite.

Ces pressions suscitent les réactions des organisations professionnelles des autres pays.

La Fédération Internationale des Syndicats d'Enseignants (FISE) a envoyé un message de solidarité à la TÖB-DER et a protesté contre les mesures répressives. Un autre protestation a été publiée par la Régionale de Bruxelles de la FGTB-CGSP (Secteur enseignement), le 15 avril 1980. (G-HC-DG-ML-25/4)

EDITEURS CONDAMNES, INTELLECTUELS POURSUIVIS

ISTANBUL (ITA) - Le Tribunal Militaire de la Loi Martiale de la province d'Istanbul a condamné le rédacteur en chef du quotidien Politika, Aydın Engin, à une peine de prison de 10 mois et l'éditeur responsable de même journal, Tamer Kayaş, à une sanction de 30.000 liras turques pour "avoir insulté les forces armées turques" dans un article paru dans ce journal.

Le rédacteur de l'hebdomadaire Kitle, Yusuf Hasancebi a été également condamné à un emprisonnement de 10 mois par un tribunal civil pour avoir critiqué le Service National des Renseignements.

Le procureur militaire d'Istanbul a lancé une poursuite contre l'éditorialiste du quotidien Demokrat, Emil Galip Sandalci, et le rédacteur Işık Yurtçu. Tous les deux sont accusés d'avoir publié une correspondance confidentielle du Conseil de la Sécurité Nationale.

L'édition turque d'un ouvrage de l'auteur anglais Maurice Cornforth, intitulé "Le Communisme et les Valeurs Humaines" a été confisqué par décision d'un tribunal de premier de première instance d'Ankara. Le traducteur du livre, Şiar Yalçın est inculpé par le procureur militaire pour "avoir fait la propagande pour le communisme".

Les deux musiciens reconnus, Cem Karaca et Sarper Özsan, sont jugés par le tribunal militaire de la loi martiale d'Istanbul pour avoir réalisé un disque intitulé "Le 1er Mai". Ils sont également accusés d'avoir fait la propagande pour le communisme par les chants enregistrés dans ce disque.

Selon un article paru dans le Monde du 10 avril 1980, les unités militaires ont fait une descente dans une prison située sur une île de la Mer de Marmara, où se trouve emprisonné le célèbre cinéaste turc Yılmaz Güney. Tous les livres en sa possession ont été confisqués, mis en tas et brûlés comme au temps d'Hitler. Güney purge une peine de 18 ans de prison pour l'"assassinat présumé d'un juge en 1974. Depuis qu'il est en prison, ses films "l'Ennemi", "le Troupeau", "le Copain" et "l'Espoir" ont obtenu plusieurs prix aux festivals internationaux cinématographiques.

Et dernièrement à Ankara, un quotidien, Yeni Halkçı, a été interdit par le Commandement de la Loi Martiale. (C-M-Y-DG-ML-24/4)

REPRESSION AU COTE TURC DU CHYPRE

NICOSIE (ITA) - Parallèlement aux pratiques anti-démocratiques en Turquie, le gouvernement du soi-disant "Etat Fédératif Turc de Chypre" exerce des pressions sur les intellectuels progressistes. Le 8 avril 1980, le Président de la Maison d'édition "Yarın", Ergin Birinci a été cité par un tribunal militaire de Nicosie. Il est accusé de détériorer les relations entre la Turquie et l'"EFTC" par la publication d'un journal intitulé "Le Chypre Socialiste". M. Birinci est également membre du bureau exécutif du Parti de la Libération Socialiste, formation principale d'opposition du côté turc de l'île. (C-DG-ML-15/4)